
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris
(Institut historique allemand)
Band 18/3 (1991)

DOI: 10.11588/fr.1991.3.57051

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

Nekrolog

KARL DIETRICH ERDMANN
(1910–1990)

Karl Dietrich Erdmann nous a brusquement quittés, le 23 juin 1990, peu de temps après avoir célébré ses quatre-vingts ans, à l'Université de Kiel, et à la résidence du Président de la République fédérale allemande, Richard von Weizsäcker. Il avait beaucoup d'amis en France. J'étais devenu l'un d'entre eux. Nous sommes très affligés de cette disparition, prématurée certes, à voir son apparence souriante, énergique, son activité infatigable malgré la retraite et l'éméritat.

On me permettra de ne suivre ici ni la chronologie ni l'ordre d'importance des œuvres, mais, en évoquant quelques souvenirs, d'attirer l'attention des historiens français sur les grands apports de Karl Dietrich Erdmann à la pensée mondiale.

La première fois que je l'ai rencontré, c'était à Dijon, en août 1965, lors d'une rencontre franco-allemande organisée du côté français par l'« Association des Professeurs d'Histoire et Géographie ». Il s'agissait de réviser et de compléter une liste de propositions destinées à expurger les manuels scolaires des exagérations nationalistes. C'est lors d'une réunion précédente que Pierre Renouvin et Gerhard Ritter avaient abouti à une proposition essentielle: « Ni le gouvernement français, ni le gouvernement allemand, ni le peuple français, ni le peuple allemand n'ont voulu la guerre en 1914. » Le professeur Fritz Fischer, qui était présent, et dont les ouvrages étaient déjà bien connus en France voulut présenter un amendement tendant à dire que le gouvernement allemand, et notamment le chancelier Bethmann-Hollweg, pressé par sa volonté d'atteindre la « Weltmacht » – la puissance mondiale – avait en fait voulu la guerre. On connaît le raisonnement qu'il a construit autour d'un rapport du chancelier Bethmann-Hollweg, communiqué au ministre prussien Clemens von Delbrück en date du 9 septembre 1914, et révélant d'immenses ambitions territoriales. La thèse de Fischer fut vivement attaquée par Pierre Renouvin – et il y avait quelque chose d'étrange et d'émouvant à voir le grand historien français rejeter l'idée d'une culpabilité allemande. Erdmann intervint lui aussi avec vigueur, avec ce raisonnement convainquant que les vues de Bethmann-Hollweg ne sont pas nécessairement restées figées avant et après le 9 septembre 1914. Il en avait pour preuve le journal personnel de Kurt Riezler, secrétaire particulier du chancelier (cf. *Zur Echtheit der Tagebücher Kurt Riezlers. Eine Antikritik* – 1983). A mon avis prenait ainsi fin la dramatique dispute sur les buts de guerre, la « Kriegsschuldfrage », qui avait empoisonné les deux pays entre les deux guerres. Pas de culpabilité « personnelle » – à la différence de 1939. On en verra la conclusion dans un article de 1980 « War guilt reconsidered. A balance of new research ». La guerre a été liée à un mécanisme, lui-même dérivé du nationalisme exaspéré. Il n'y a pas lieu de le décrire ici.

Quelques années plus tard, en 1971, j'eus la surprise de rencontrer par hasard le professeur Erdmann dans une rue de ... Tokyo! Le fait intéressant est que les Japonais l'avaient invité précisément pour parler de la « Kriegsschuldfrage », car le problème de culpabilité les hantait. N'y avait-il pas, dans les thèses de Fischer le moyen de mettre en accusation tout un peuple, en liaison avec ses structures sociales et intellectuelles?

En 1979–1980, je demandai au professeur Erdmann de participer à un vaste colloque que j'avais organisé au Palais du Luxembourg sur «Clemenceau et la Justice». Il était indispensable qu'un grand historien allemand vînt parler de ce «Tigre» dont Ludendorff aurait voulu trouver l'équivalent en Allemagne. Raison de plus pour connaître les vues des Allemands sur l'homme qui, en leur présentant le traité, avait prononcé cette phrase: «L'heure des durs règlements de compte a sonné!» Erdmann fit un exposé remarquable. Après avoir connu le Clemenceau de l'affaire Dreyfus, défenseur de la justice, l'image se mua en une opinion opposée: «Un autre Clemenceau, l'ennemi implacable de l'Allemagne, le vainqueur impitoyable, qui força les représentants de la jeune République allemande à signer un traité qui, dans la conviction de tous les Allemands de tous les partis, était insupportable du point de vue matériel et du point de vue moral, contre le droit et contre l'honneur.»

Cette vue éclaire toute l'histoire de la République de Weimar, sur laquelle notre ami a produit de nombreux écrits parmi lesquels son grand livre sur l'histoire d'Allemagne 1914–1950 «Die Zeit der Weltkriege» (2 volumes 1973, 1976) reste jusqu'à aujourd'hui un vrai chef d'œuvre, la synthèse la plus importante sur ce sujet. Il faut mentionner également la direction d'un colloque en 1979 et une importante conférence à l'Institut allemand de Londres en 1981 sur Gustav Stresemann.

La grande œuvre de ses dernières années est relative au «Comité internationale des sciences historiques». Il en fut le président de 1975 à 1980, fortement préparé à cette lourde tâche par des responsabilités administratives et universitaires inaugurées après la chute du nazisme, qui avait bloqué ses études (pour son activité de protestant militant).

De ces expériences, et d'une recherche infatigable dans tous les pays concernés (je l'ai souvent vu à Paris dans les années 80), il a tiré un livre magnifique qui, à lui seul, suffirait à faire de lui un grand historien: *Die Ökumene der Historiker. Geschichte der Internationalen Historikerkongresse und des Comité international des sciences historiques* (Göttingen, 1987). Constatant, dans sa parfaite connaissance de la langue française, que le mot français «œcumène» signifie seulement «habitat», il proposait la traduction suivante: «La vie œcuménique». Ainsi, même dans les périodes amères de dictatures – fascistes ou communistes – et de méfiance structurelle, même lorsque tout un groupe d'Etats envoyait des historiens soumis à une seule philosophie obligatoire et parlant de ce fait la «langue de bois», Erdmann montre que le Comité, et les majestueux congrès quinquennaux qu'il organisait ont provoqué certains rapprochements qui, sans eux ne se seraient pas opérés.

L'«Institut d'Histoire des relations internationales contemporaines» (IHRIC) et l'«Association des Professeurs d'Histoire et Géographie» ont invité Karl-Dietrich Erdmann à présenter ses conclusions en France, et celles-ci ont été publiées dans notre revue *Relations internationales*.

Entre 1987 et sa mort, il a connu une bien grande joie: celle de voir son pays réunifié. Il avait soutenu la thèse des trois «Etats» allemands (RFA, RDA, Autriche), et voici que le mur de Berlin est tombé, que la Porte de Brandebourg s'est ouverte. On ne s'étonnera pas que son dernier grand travail, la conférence prononcée le 3 mai 1990 dans le grand Auditorium de son Université de Kiel (il y enseignait depuis 1953!) ait eu pour titre «Die Revolution in Mitteleuropa – Historische Perspektiven». Bien plus important que le deuxième centenaire de la Révolution française, il percevait, en Allemagne de l'Est, en Pologne, en Tchécoslovaquie, en Hongrie, peut-être ailleurs, les signes d'un bouleversement passant en importance celui de 1789.

Je voudrais terminer par le point qui me touche le plus personnellement. Lorsque j'ai achevé en 1986 la rédaction de mon récent livre *L'Europe, Histoire de ses peuples*, sur une idée de mon ami Frédéric Delouche, qui en a organisé l'édition en 8 langues (sous la direction de Bertelsmann-Verlag – en France les éditions Perrin) nous avons voulu en soumettre le texte à quatre professeurs: allemand, britannique, italien, espagnol. Quatre fois, ceux-ci sont venus à Paris m'apporter conseils, remarques, critiques. Je n'ai pas hésité un instant à demander que mon conseiller allemand soit Karl Dietrich Erdmann.

Pourquoi? Il faudrait d'abord dire ici tout ce que je n'ai pas dit: Erdmann connaissait admirablement l'Allemagne mais aussi l'Europe et particulièrement la France sur laquelle il a publié ses 2 premiers livres («Das Verhältnis von Staat und Religion nach der Sozialphilosophie Rousseaus, 1935»; «Volkssouveränität und Kirche. Studien über das Verhältnis von Staat und Religion in Frankreich vom Zusammentritt der Generalstände bis zum Schisma, 5. Mai 1789 bis 13 April 1791, 1949»). Ce germanique croyait à l'influence majeure du latin et de l'Empire romain. Il avait écrit sur Luther, et sa foi chrétienne semblait souvent l'illuminer. Mais rien ne lui était étranger du Saint-Empire, de l'Aufklärung, de Rousseau, de Kant, de Humboldt. Il connaissait Toynbee, Romano Guardini, les échanges Orient-Occident, Marx et Engels, etc. etc. ...

Cet homme, d'une extrême culture, faite de finesse analytique et de rigueur scientifique, a accepté – ce fut l'un de ses derniers textes – d'écrire la préface de mon livre, dans l'édition allemande. Il a su percevoir, pour les autres, comme pour lui, l'importance du débat, qui existe chez chaque homme digne de ce nom, entre foi religieuse, nation et supranationalité – européenne en ce qui nous concerne. Avoir bénéficié de son estime est et restera l'un des grands honneurs de ma vie.

Jean-Baptiste DUROSELLE, Académie des Sciences morales et politiques